

Nouvelles C

Sommaire

8 Laure Waridel
Porteuse d'une
juste cause

10 Mouvement de grève à la CSQ
Objectif : une entente
négociée au printemps

14 La CSQ,
le choix des infirmières
et des infirmiers !

21 Dossier de l'A.R.E.Q.
L'indexation des
rentes de retraite

26 Vieillesse au travail
Des solutions
ergonomiques

34 Pour vaincre le
sida, s'attaquer
au harcèlement
sexuel



CSQ

7

Des psychoéducateurs en demande

14

Pour en finir avec l'inflation « verbale » des coûts de santé

16

L'école communautaire doit servir d'abord les élèves

17

Non à toute augmentation des droits de scolarité

18

La mobilisation étudiante Une première expérience de lutte sociale



19

Un regroupement qui fait du bruit

20

Drame au Nouveau-Québec Le personnel laissé à l'abandon

25

Réagir à la culture de l'urgence

28

Rectifications de l'orthographe Aller de l'avant

30

Obstacles à l'apprentissage actif et pistes pour les surmonter

32

L'école schizophrène

33

Réussir, tout un plan de match

37

Francophonie syndicale Solidaires de l'éducation pour tous !

38

L'UNESCO choisit le Carrefour de la citoyenneté responsable



39

Pas de développement durable sans éducation pour un avenir viable

40

Les événements de Mai 68 version québécoise ?

41

Ressources

Éditorial

Mobilisés, nous changerons le monde

Réjean Parent

Président de la CSQ



NORMAND BLOUIN

Notre détermination et notre mobilisation auront permis, au cours des derniers mois, de renverser la vapeur et de nous ramener dans une lutte offensive pour la défense et le développement de services publics de qualité. Qui aurait cru, en début d'année, que la négociation du secteur public occuperait l'avant-scène de l'actualité ? Qui aurait cru que ce gouvernement retraiterait sur ses baisses d'impôt insensées ? Qui aurait cru à des replis sur son menu législatif ? Pourtant, c'est le rêve que nous vivons.

Sans faire preuve de naïveté, nous pouvons nous féliciter collectivement du courage et de la mobilisation exemplaires démontrés au cours des dernières semaines et qui expliquent les nombreux succès que nous connaissons actuellement. À quelques semaines de la période estivale, nous avons encore toutes les raisons de croire à la conclusion d'un règlement satisfaisant pour nos fédérations en négociation dans le secteur public. Sans vouloir dès à présent en prédire l'issue, nous pouvons tout de même nous féliciter d'avoir amené les parties patronales à négocier sérieusement, malgré les obstacles qu'elles avaient semés pour ralentir le processus. Les fusions d'accréditation dans le réseau de la santé et des services sociaux étaient un de ces instruments machiavéliques pour neutraliser le mouvement syndical.

Cette mobilisation n'a pas seulement produit ses effets dans la négociation du secteur public. Nous avons pu en mesurer les résultats dans d'autres domaines de l'action gouvernementale. Le budget prudent du ministre Michel Audet qui, sans réparer les pots cassés, s'est bien gardé d'en casser de nouveaux, le discours défensif du ministre Jean-Marc Fournier qui s'éloigne du menu de son prédécesseur tout en tentant d'éviter de nouveaux objets d'embarras, l'attentisme de la ministre Courchesne sur la solidarité sociale, ou les sorties répétées de la présidente du Conseil du trésor sont autant de manifestations qui démontrent que notre action collective fonctionne.

Tout n'est cependant pas gagné. Il ne faut surtout pas relâcher notre pression sur ce gouvernement qui se targue toujours de vouloir moderniser le Québec en le ramenant dans l'obscurantisme des années 1950. Nous pouvons être fiers de l'embellie qui se profile dans le paysage social du Québec, mais il est trop tôt pour estimer qu'il s'agit d'un changement profond de climat ou d'une simple accalmie dans la tornade libérale. Nous entendons les rumeurs sur l'abandon de certains projets gouvernementaux, comme l'ordre des enseignantes et des enseignants ou la restructuration du réseau collégial, mais en même temps le discours sur la précarité des finances publiques et sur le fléchissement démographique persiste et les lois pour favoriser la sous-traitance et les partenariats privé-public demeurent. Notre vigilance et nos luttes continuent d'être nécessaires.

Solidairement dans l'action, nous ferons en sorte que ce gouvernement renonce définitivement à ses projets de démantèlement de nos services publics, comme l'éducation ou la santé et les services sociaux, et que le bien commun reste commun.